

En Pologne, un appel au nettoyage de printemps

Pologne Alors que les conservateurs au pouvoir subissent des attaques, un nouveau parti, progressiste, voit le jour.

Valérie Woyno
Correspondante à Varsovie

La Pologne vit, depuis quelques jours, au rythme d'un nouveau scandale politico-immobilier. Le grand quotidien d'opposition *Gazeta Wyborcza* a révélé des enregistrements de conversations entre un homme d'affaires autrichien et Jaroslaw Kaczynski, le chef des conservateurs au pouvoir. Gerald Birgfellner réclame le paiement d'une somme importante pour ses prestations dans le cadre d'un vaste projet immobilier au cœur de Varsovie, les K-Towers. Or, Kaczynski a délaissé ce projet avant les dernières élections locales, pour ne pas alimenter la chronique de scandales immobiliers.

Les tours jumelles hautes de 190 mètres devaient abriter un hôtel, des bureaux et la fondation Lech Kaczynski, ancien président polonais mort tragiquement dans le crash de son avion en 2010 à Smolensk, en Russie. Les recettes devaient, selon l'opposition, garantir des financements pour le Droit et Justice (PiS).

Le promoteur immobilier a engagé une procédure judiciaire contre Jaroslaw Kaczynski qu'il accuse en personne de fraude et réclame le paiement de 930 000 euros.

"Pour la première fois, un scandale touche directement le chef du PiS", souligne le politologue Stanislaw Mocek, recteur du *Colegium Civitas*, haute école des sciences politiques à Varsovie. Mais, à voir les derniers sondages, la position du PiS et de Jaroslaw Kaczynski n'en a pas pâti. Pour les électeurs du PiS et ce parti, ce n'est qu'une attaque de plus contre leur leader qui est, selon les mots du chef de gouvernement Mateusz Morawiecki, un symbole

"d'honnêteté et de crédibilité". "Rien, aucun scandale récent impliquant les gens du PiS, ceux autour des salaires de la Banque centrale, des arrestations d'anciens employés du ministère de la Défense ou de l'assassinat du maire de Gdansk, n'a ébranlé les électeurs du PiS. C'est un électorat bétonné."

"Marre des scandales"

"On en a marre de tous ces scandales. De cette polarisation de la scène politique en Pologne, entre le PiS et la Plateforme civique (ancien parti libéral de Donald Tusk, NdlR), on veut un changement", disent en chœur des Polonais venus nombreux à la convention d'un nouveau parti lancé dimanche par Robert Biedron. Cet ancien maire de Slupsk (nord), âgé de 42 ans, premier édile ouvertement homosexuel de Pologne, a attiré à Varsovie des jeunes de la génération d'après la chute du communisme en 1989 surtout. Son parti s'appellera poétiquement *Wiosna*, "printemps" en polonais, car le pays a besoin d'un "renouveau et du ménage que l'on fait après l'hiver".

Aleksandra Dejnarowicz, 31 ans, rêve justement "d'une Pologne moderne, ouverte, européenne, laïque. Je veux aussi le droit à l'avortement, à la fécondation in vitro, une politique sociale juste et responsable et non ce que fait le PiS qui distribue de l'argent à droite et à gauche pour faire plaisir à ses électeurs et faire sa propagande sociale", dit cette jeune femme entrepreneuse. Marek Lukaszewicz, un athée convaincu, espère que Biedron "réalisera une réelle séparation de l'Église et de l'État".

"Ça ne me gêne pas que Biedron soit gay. Ce n'est ni un plus, ni un moins. S'il veut introduire des unions homosexuelles en Pologne, je suis d'accord. Et même l'adoption des enfants par les couples gays, c'est OK", ajoute Aleksandra Kozłowska, étudiante en finances, venue par curiosité mais avec beaucoup d'espoir. Elle n'a pas été déçue. Biedron a parlé du droit à l'IVG, mais aussi de la fermeture des centrales à charbon et d'un État laïc et juste.